Cahiers de Psychologie Politique

N° 34 | 2019
Avenir de la démocratie Janvier 2019

Démocratie et communauté politique

Jean-Paul NASSAUX

Édition électronique :
URL : https://cpp.numerev.com/articles/revue-34/2016-democratie-et-communaute-politique
DOI : numerev_1184
ISSN : 1776-274X
Date de publication : 11/01/2019

Cette publication est sous licence **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

Pour **citer cette publication** : NASSAUX, J.-P. (2019) Démocratie et communauté politique. *Cahiers de Psychologie Politique*, (34). https://doi.org/10.34745/numerev_1184

DOSSIER : L'AVENIR DE LA DEMOCRATIE

On s’identifie aujourd’hui largement à la démocratie. Et pourtant, nos régimes occidentaux présentent des symptômes inquiétants. S’attaquer à ceux-ci implique préalablement une réflexion sur la communauté politique : où se situe-t-elle actuellement ? Comment envisager son évolution ?

Mots-clés :

DOSSIER : L'AVENIR DE LA DEMOCRATIE

Jean-Paul Nassaux est historien et politologue. Il collabore, en Belgique, au Centre de recherche et d’information socio-politique (CRISP) et au Centre d’études et de recherches en Administration publique (CERAP) de l’Université libre de Bruxelles

On s’identifie aujourd’hui largement à la démocratie. Et pourtant, nos régimes occidentaux présentent des symptômes inquiétants. S’attaquer à ceux-ci implique préalablement une réflexion sur la communauté politique : où se situe-t-elle actuellement ? Comment envisager son évolution ?

La démocratie se porte mal. Des intellectuels, de sensibilités diverses, s’en préoccupent, comme en atteste le nombre d’ouvrages parus ces dernières années sur la question. Certes, l’état de la démocratie a toujours fait l’objet de controverses, la pluralité des diagnostics étant liée à la polysémie du terme. Parmi les verdicts les plus sévères figurait celui de Cornélius Castoriadis, pour lequel nos régimes occidentaux ne relèvent pas vraiment de la démocratie mais plutôt de l’oligarchie libérale. Cette fois cependant, c’est la « tentative de priver *même* la démocratie représentative de sa validité qui est en cours »[1]. Pourtant, l’effondrement du bloc communiste semblait avoir installé la démocratie comme « l’horizon de tout ordre politique légitime »[2]. Mais la célébration de cette victoire s’est accompagnée de l’expansion du néolibéralisme, lequel contribue à une « dé-démocratisation » pour reprendre l’expression de Wendy Brown. Pour la politologue américaine, c’est en effet un « assaut frontal » qui est mené contre les fondements de la démocratie libérale, « détournant ses principes – constitutionnalité, égalité devant la loi, libertés politiques et civiles, autonomie politique, universalisme- vers les critères du marché, les ratios coûts/bénéfices, l’efficacité, la rentabilité »[3]. Et Myriam Revault d’Allonnes de constater qu’avec le néolibéralisme,

« toutes les dimensions de l'expérience contemporaine (y compris le politique) doivent être soumises à la rationnalité économique »[4] . L'expertise fait reculer la politique. Luc Boltanski a ainsi diagnostiqué un véritable changement de régime et un nouveau mode de domination dans le glissement d'une définition de la politique fondée sur un compromis entre, d'un côté, des représentants du peuple investis du rôle de porte-parole et, de l'autre, des experts se réclamant de l'autorité de la science, vers une définition de la politique presqu'entièrement subordonnée au pouvoir d'expertise[5].

Tout cela a accentué un décalage entre un discours officiel se parant des vertus de la démocratie et une pratique visant à confiner celle-ci sur des chemins clairement délimités. Cette tentative de maîtrise de l'acte démocratique repose pour partie sur l'homogénéisation du message délivré par la majorité des médias. Mais la clôture peut être renversée. On l'a vu, au printemps 2005, avec les résultats du référendum français et de la consultation populaire néerlandaise relatifs au traité établissant une constitution pour l'Europe, ainsi qu'en juin 2008, avec celui du référendum irlandais sur le traité de Lisbonne. Il s'agit dès lors de neutraliser[6] le vote populaire. Soit en faisant adopter par la voie parlementaire le texte rejeté –modifié à la marge, pour la forme-, soit en obligeant le peuple réticent à revoter, lui adressant à cette occasion de sérieuses mises en garde. Il n'empêche, les peuples s'obstinent à se faire entendre. « La démocratie peut se réaffirmer à travers les formes politiques les plus diverses », observe Kristin Ross[7] . La voie peut être chaotique, comme l'ont montré les Italiens qui, lors des élections des 24 et 25 février 2013, ont voté en masse pour un comique – Beppe Grillo – plutôt que pour le candidat « raisonnable » – Mario Monti –, investi par l'Europe et les marchés. « L'italie est un laboratoire politique dans lequel on expérimente ce qui deviendra une condition générale », avertit le philosophe italien Gianni Vattimo, qui estime que la percée du mouvement Cinq étoiles de Beppe Grillo « dépend de cette espèce de neutralisation des différences qui s'est réalisée au niveau des partis et de leur « offre » politique[8] ». Une telle évolution n'est pas sans péril, le mouvement Cinq étoiles, né à gauche, étant allié aujourd'hui à l'extrême-droite. On mentionnera également le « Brexit » suite au référendum du 23 juin 2016 organisé au Royaume-Uni sur le maintien ou non de cet État dans l'Union européenne, référendum remporté par les partisans de la sortie de celle-ci.

Il n'est, de ce fait, pas surprenant de voir poindre l'intention de resserrer encore davantage les conditions d'exercice de la démocratie. Jacques Attali a lancé un ballon d'essai en ce sens en mars 2013. Si l'on veut sauver la démocratie, explique Attali, « il faut tenter de concilier le meilleur des systèmes démocratiques (la protection des libertés, la transparence des votes et le suffrage universel), avec le meilleur des systèmes méritocratiques (la capacité à sélectionner des dirigeants de haut niveau et à leur donner les moyens et le temps de penser et de décider en fonction des intérêts du très long terme) »[9].

Les évolutions actuelles et la volonté de plus en plus affirmée de « rationaliser la volonté du peuple »[10] tendent à étouffer la politique telle que nous l'ont léguée la Grèce antique et même la modernité européenne. Elles requièrent non seulement une défense

mais aussi une revitalisation de la démocratie. Pareille ambition ne peut faire l'économie d'une réflexion sur la communauté politique. Cornélius Castoriadis considère que l'unité de la cité est nécessaire au fonctionnement de la démocratie. Cela n'exclut évidemment pas les tensions en son sein – Castoriadis n'a jamais nié l'existence des luttes sociales et il fait droit aux différentes luttes des minorités pour leur reconnaissance – et ne signifie donc pas que l'espace social soit homogène. Mais Castoriadis pense que l'unité de la cité relève de ce qu'elle est un pour soi, c'est-à-dire, une entité définie ayant conscience d'elle-même et visant à se conserver[11]. Si Castoriadis souhaite le dépassement de l'État-nation, il remarque que celui-ci est devenu l'une des significations imaginaires nucléaires du monde occidentalisé moderne et il souligne les difficultés rencontrées pour un tel dépassement[12]. Il est évident, comme le souligne Alain Caillé, qu'aujourd'hui la géographie, comme l'histoire, s'écrivent et se vivent désormais à l'échelle et au rythme du monde et que la reconnaissance et la solidarité doivent s'exercer au-delà des frontières d'États nationaux. Mais, note Caillé, on ne voit se profiler à l'horizon aucun embryon d'État mondial. En conséquence, l'État-nation (aussi post-national qu'on le voudra) reste et restera longtemps la forme principale de la communauté politique, l'incarnation par excellence de la liberté collective et de la solidarité. Et, ajoute Caillé, il ne peut y avoir d'assise stable et de puissance effective qu'adossées à une langue et une culture dominantes (ou plusieurs mais pas nombreuses !)[13]. Les menaces qui pèsent sur l'existence de la Belgique illustrent malheureusement ce constat. La fracture culturelle entre francophones et Flamands a généré des attitudes et des attentes très différentes qui rendent la formation d'un gouvernement de plus en plus difficile et une gestion politique contrainte, soit à concilier les attentes des uns et des autres, ce qui empêche d'adopter une ligne politique claire et suscite du mécontentement des deux côtés de la frontière linguistique, soit d'imposer la vision dominante dans une des deux parties du pays à l'autre partie. Cela ne signifie pas que la Belgique va nécessairement disparaître – une majorité de Belges ne souhaitent pas cette disparition – mais démontre la difficulté de faire fonctionner une démocratie efficacement avec des peuples de culture différente.

L'exemple livré par la Belgique, auquel s'ajoute le manque d'empathie des peuples du nord de l'Europe à l'égard des souffrances des peuples du sud aux prises avec la tourmente financière[14], ou aussi le manque de solidarité dans le problème des migrants, doit rendre sceptique par rapport aux pressions en faveur d'une Europe fédérale, dont une des manifestations , très applaudie par la presse, nous a été donnée par Daniel Cohn-Bendit et Guy Verhofstadt qui ont publié ensemble un virulent opus fédéraliste[15]. Ce scepticisme peut se mêler d'inquiétude du fait que le cadre européen apparaît aujourd'hui comme plus approprié à une domination oligarchique que les États nationaux, lesquels ont dû s'adapter aux compromis sociaux. Et l'on peut craindre que, derrière un façadisme démocratique, ne s'installe la suprématie décisive de l'expertise sur fond d'action permanente du lobbying. On relèvera l'impulsion donnée par la Commission européenne à la généralisation de la notion de « gouvernance » – qui, comme l'indique Myriam Revault d'Allonnes, assimile le fonctionnement de l'Etat et du politique à celui de l'entreprise[16] – dans les déclarations relatives à l'action publique[17].

Cornélius Castoriadis n'approuvait pas le chemin capitaliste et bureaucratique pris par le projet européen comme moyen de dépassement de l'État-nation. Déjà en 1995, il notait que « la volonté allemande d'hégémonie économique et politique à long terme fraye graduellement son chemin. L'Europe est en fait une zone mark depuis 1980, et cet état se consolide avec les dispositions de Maastricht. M. Trichet se vante de l'indépendance de la Banque de France – qui n'ose pas se moucher sans regarder la Budesbank. Et celle-ci suit avec constance une politique orientée uniquement vers « la stabilité de la valeur de la monnaie » ; brièvement parlant, une politique déflationniste. Or, si un capitalisme peut marcher avec une inflation zéro, il ne peut le faire qu'en produisant du chômage »[18]. Depuis Maastricht, on ne peut pas constater que les nouveaux traités européens ont pris un chemin différent…

Le débat sur l'Europe n'est pas simplifié par l'attitude que l'on pourrait qualifier d'intégriste des tenants du fédéralisme européen. Ceux-ci entendent transposer à l'Europe un modèle d'État fédéral à l'américaine sans tenir compte de la différence de contextes historiques. Et quiconque n'adhère pas à un tel schéma est aussitôt renvoyé dans le camp des antieuropéens. Or, l'on peut envisager un projet européen sans nécessairement s'inscrire « dans la logique binaire qui veut que ce soit le fédéralisme ou la fin », comme le souligne justement le philosophe néerlandais Luuk Van Middelaar, par ailleurs ancienne plume du président du Conseil européen Herman van Rompuy, qui estime que « l'Europe ne deviendra pas forcément plus forte en donnant plus de pouvoir aux institutions européennes à Bruxelles et à Strasbourg mais en impliquant de plus en plus les systèmes politiques nationaux »[19]. L'Europe ne peut en effet recueillir l'adhésion des citoyens que si ses décisions sont le fruit du dialogue des différentes communautés politiques qui la composent dans le respect de leurs instances démocratiques.

Une telle approche n'a rien de nationaliste. Elle ne peut se concevoir que si, comme nous y invite Alain Caillé, on renonce à la fiction d'une même et unique origine ethnique à l'intérieur des États-nations et que l'on s'attache à redéfinir ceux-ci dans une perspective transnationale et transculturelle qui prenne comme principe régulateur l'objectif de favoriser le maximum de pluralisme culturel qui soit compatible avec leur maintien[20]. Il y a donc un équilibre à mettre en place entre la cohésion du corps social et le respect des différences. Les moyens d'y parvenir peuvent donner lieu à débat, comme on le voit en Belgique à propos de l'instauration d'un parcours d'intégration pour les primo-arrivants. Nous pensons à ce propos qu'il est, somme toute, légitime que l'on demande à des personnes venant d'ailleurs et qui souhaitent rejoindre une communauté politique, qu'ils apprennent la langue de celle-ci et que, sans devoir renoncer à leur identité, ils acceptent de partager un socle de valeurs et de principes communs aux membres de cette communauté.

Mais la cohésion du corps social ne dépend pas seulement, comme on nous le présente généralement, de l'intégration réussie des nouveaux venus. Elle est également affaiblie par la propension de plus en plus grande des individus à se réfugier dans la sphère privée, à considérer que l'existence en société est une « odieuse corvée ». Cornélius Castoriadis déplore que « l'homme contemporain typique fait comme s'il *subissait* la société à laquelle, du reste (sous la forme de l'État ou des autres), il est toujours prêt à

imputer tous ses maux et à présenter– en même temps – des demandes d'assistance ou de « solution à ses problèmes ». Il ne nourrit plus de projet relatif à la société »[21]. Les inconditionnels de la démocratie directe– dont faisait partie Cornélius Castoriadis – ne manqueront pas de soutenir qu'une telle dérive était inhérente à la nature même de la démocratie représentative. Et ils disposent d'arguments pertinents dans leur démonstration. Pour notre part, nous pensons, à ce stade, qu'il vaut la peine de tenter de renforcer l'implication des citoyens dans notre régime de démocratie parlementaire. L'éducation et la culture ont, à cette fin, un rôle essentiel à jouer. Ce sont aussi elles qui permettront aux citoyens de développer un esprit critique face aux informations partielles et orientées diffusées par les médias ou les réseaux sociaux, esprit critique nécessaire pour refuser le simplisme des propositions des mouvements démagogiques qui se renforcent. Comme l'indique le professeur en sciences de la Communication, Nicolas Baygert, on remarque en plus aujourd'hui sur les chaînes de radio et de télévision un glissement entre l'expert et l'acteur d'une performance médiatique. Or, si l'expert n'a pas à prendre pleinement la place du politique, il peut jouer un rôle utile sur les ondes pour éclairer le public – pour autant qu'il soit un réel connaisseur de la chose traitée – et mettre en évidence la complexité des problèmes. Nicolas Baygert rappelle le concept de « fast thinkers » inventé par Pierre Bourdieu, des penseurs instantanés amenés à rebondir sur n'importe quel sujet d'actualité. « Tout cela », poursuit Baygert, « favorise les formulations réductrices, caricaturales, qui vont éviter la nuance, qui vont préférer une interprétation teintée idéologiquement ou politiquement pour coller aux rôles dévolus à chacun »[22]. L'heure n'est donc pas à la diminution des moyens affectés à la culture. Pour autant que ceux-ci soient bien orientés : l'objectif ne doit pas être le divertissement ou l'attractivité touristique mais la possibilité offerte à tous de s'élever culturellement. Le propos paraîtra banal. Il ne nous semblera néanmoins jamais inutile de le répéter. On peut également se demander si, à côté de parcours d'intégration prévus pour les étrangers, on ne pourrait pas prévoir un parcours de citoyenneté pour l'ensemble de la population qui comporterait des notions de civisme et des explications sur l'économie et sur les mécanismes de la société et du politique.

Qu'il nous soit permis d'alimenter ces quelques réflexions d'une expérience personnelle. Nous avons été pendant des années chargés de former le personnel des organismes publics régionaux bruxellois aux institutions fédérales belges, sujet rébarbatif s'il en est, ces institutions se caractérisant par leur extrême complexité. Avec, à l'issue de chaque cycle, un constat analogue : les participants sont arrivés méfiants, parfois même hostiles, certains considérant que le caractère technique de leur activité ne justifiait pas la nécessité d'une telle formation, alors qu'ils sont très majoritairement repartis plus que satisfaits, heureux même d'avoir compris le fonctionnement de nos institutions. Nous y voyons quelque chose de très encourageant.

En cette période de grands bouleversements mondiaux et de puissance démesurée des grandes sociétés multinationales par-delà toute communauté politique, la démocratie se voit menacée. La pression néolibérale émanant de grandes instances transnationales – Organisation mondiale du commerce (OMC), Fonds monétaire international (FMI), Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Union

européenne,...– indique à suffisance que ce ne sont pas de telles instances qui la renforceront. L'action de celles-ci suscite au contraire l'exaspération d'une partie des populations – généralement les moins favorisées – qui trouve comme moyen d'expression de sa protestation le vote pour des partis d'extrême-droite qui tend à se généraliser en Europe. La nécessité du dépassement de l'État-nation est régulièrement évoquée. Il nous semble plus urgent, dans la bourrasque actuelle, d'inscrire le réaménagement citoyen de celui-ci à l'ordre du jour. Et, parallèlement, de redéfinir un projet européen susceptible d'entraîner l'adhésion des peuples, différent du modèle prêt-à-porter régulièrement présenté.

1 K. Ross, « Démocratie à vendre », in G. Agamben, A. Badiou, D. Bensaid, W. Brown, J.-L. Nancy, J. Ranciere, K. Ross, S. Zizek, *Démocratie, dans quel état ?,* La fabrique éditions, Paris, 2009, p. 108.

2 J.-F. Kervegan, « Démocratie », in *Dictionnaire de philosophie politique,* s. dir. P. Raynaud et S. Rials, PUF, Paris, 1998, p. 127.

3 W. Brown, « Nous sommes tous démocrates à présent », in G. Agamben, A. Badiou, D. Bensaid, W. Brown, J.-L. Nancy, J. Ranciere, K. Ross, S. Zizek, *Démocratie, dans quel état ?, op. cit.,* pp. 59-75.

4 M. Revault d'allonnes, *Pourquoi nous n'aimons pas la démocratie,* Seuil, Paris, 2010, pp. 123-124.

5 L. Boltanski, *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation,* Gallimard, Paris, 2009,p.185.

6 Nous empruntons la formule à Kristin Ross. Cf. K. ROSS, « Démocratie à vendre », *op. cit., p.* 108.

7 *Ibidem.*

8 *Libération,* 26 février 2013.

9 Blog de Jacques Attali, 18 mars 2013.

10 K. Ross, « Démocratie à vendre », *op. cit., p.* 108.

11 A. Tomes et P. Caumieres, *Cornélius Castoriadis. Réinventer la politique après Marx,* PUF, Paris, 2011, pp. 234-236.

12 C. Castoriadis, *Une société à la dérive*. *Entretiens et débats 1974-1997*, Seuil, Paris, 2005, p. 119.

13 A. Caille, « Du convivialisme vu comme un socialisme radicalisé et universalisé (et réciproquement), in A. Caille, M. Humbert, S. Latouche, P. Viveret, *De la convivialité - dialogues sur la société conviviale à venir,* La Découverte, Paris, 2011, pp. 92-93.

14 Cette fracture ne doit pas être sous-estimée. Elle inspire un philosophe de l'envergure de Giorgio Agamben à réactiver la proposition d'Alexandre Kojève d'une union économique et politique entre les trois grandes nations latines (la France, l'Espagne et l'Italie). Cf. G. Agamben, « Que l'Empire latin contre-attaque ! », *Libération (Rebonds),* 25 mars 2013.

15 D. Cohn-Bendit et G. Verhofstadt, *Debout l'Europe ! Suivi d'un entretien avec Jean Quatremer,* Actes Sud et André Versaille éditeur, Bruxelles, 2012.

16 M. Revault d'allonnes, *Pourquoi nous n'aimons pas la démocratie, op. cit., p.* 125.

17 Voir notamment à ce sujet, G. Hermet, *L'hiver de la démocratie ou le nouveau régime,* Paris, Armand Colin, 2007, pp. 201-205, ainsi qu'O. Starquit « De quoi la gouvernance est-elle le nom ? », www.barricade.be et J.-P. Nassaux, « Gouvernance : un bien ou un mal ? », in *Politique, revue de débats,* n° 78, janvier-février 2013.

18 C. Castoriadis, *Une société à la dérive*. *Entretiens et débats 1974-1997*, *op. cit.*, p. 195 et 269.

19 L. Van Middelaar, « L'Europe : un mélange de convictions et d'intérêts », *Libération (Rebonds),* 21 décembre 2012.

20 A. Caille, *L'idée même de richesse,* La Découverte, Paris, 2012, p. 132.

21 C. Castoriadis, *La montée de l'insignifiance. Les carrefours du labyrinthe IV,* Seuil, Paris, 1996, pp. 22-23.

22 *Le Soir,* 27 novembre 2018.

G. Agamben, « Que l'Empire latin contre-attaque ! », *Libération (Rebonds),* 25 mars 2013.

L. Boltanski, *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation*, Gallimard, Paris, 2009.

W. Brown, « Nous sommes tous démocrates à présent », in G. Agamben, A. Badiou, D. Bensaid, W. Brown, J.â□□L. Nancy, J. Ranciere, K. Ross, S. Zizek, *Démocratie, dans quel état ?,* La fabrique éditions, Paris, 2009, p. 108.

A. Caille, « Du convivialisme vu comme un socialisme radicalisé et universalisé (et réciproquement), in A. Caille, M. Humbert, S. Latouche, P. Viveret, *De la convivialité - dialogues sur la société conviviale à venir,* La Découverte, Paris, 2011.

A. Caille, *L'idée même de richesse,* La Découverte, Paris, 2012.

C. Castoriadis, *La montée de l'insignifiance. Les carrefours du labyrinthe IV*, Seuil, Paris, 1996.

C. Castoriadis, *Une société à la dérive. Entretiens et débats 1974â□□1997*, Seuil, Paris, 2005.

D. Cohn-Bendit et G. Verhofstadt, *Debout l'Europe ! Suivi d'un entretien avec Jean Quatremer,* Actes Sud et André Versaille éditeur, Bruxelles, 2012.

G. Hermet, *L'hiver de la démocratie ou le nouveau régime*, Paris, Armand Colin, 2007.

J.â□□F. Kervegan, « Démocratie », in *Dictionnaire de philosophie politique,* s. dir. P. Raynaud et S. Rials, PUF, Paris, 1998.

J.â□□P. Nassaux, « Gouvernance : un bien ou un mal ? », in *Politique, revue de débats,* n° 78, janvier-février 2013.

M. Revault d'Allonnes, *Pourquoi nous n'aimons pas la démocratie,* Seuil, Paris, 2010.

K. Ross, « Démocratie à vendre », in G. Agamben, A. Badiou, D. Bensaid, W. Brown, J.â□□L. Nancy, J. Ranciere, K. Ross, S. Zizek, *Démocratie, dans quel état ?,* La fabrique éditions, Paris, 2009.

O. Starquit « De quoi la gouvernance est-elle le nom ? », www.barricade.be

A. Tomes et P. Caumieres, *Cornélius Castoriadis. Réinventer la politique après Marx*, PUF, Paris, 2011.

L. Van Middelaar, « L'Europe : un mélange de convictions et d'intérêts », *Libération (Rebonds),* 21 décembre 2012.